

Kamel Daoud et Alaa el Aswany : deux écrivains arabes dialoguent au cœur des convulsions du monde.

DANS L'HUMANITE MARDI 2 JUIN, 2015



Photos : Nacerdine Zebbar/Gamma Rapho et Philippe Matsas/Opale/Leemage

Islamisme et dictature, les deux faces d'une même pièce

Les auteurs, l'un égyptien, l'autre algérien, échangent sur le printemps arabe, le poison islamiste, les droits des femmes... entretien exclusif.

Le premier est égyptien. Le second est algérien. Alaa El Aswany et Kamel Daoud sont deux figures de la littérature universelle, deux intellectuels arabes qui, par leur écriture et leur engagement, posent un regard lucide sur les mouvements du monde. El Aswany était place Tahrir dès les prémices de la révolution égyptienne, et auparavant dans l'immeuble Yacoubian où il décrivait à travers les portraits savoureux des locataires de cet immeuble niché au cœur du Caire la corruption et la montée de l'islamisme. Daoud a traversé la « décennie noire » avant de prendre la plume pour exorciser les démons de l'obscurantisme et s'aventurer dans une langue française qu'il a faite sienne. Elle fut le « butin de guerre » de Kateb Yacine, il en fait son « bien vacant ». L'un et l'autre parlent librement. Du pouvoir politique, de l'extrémisme religieux, de la corruption, de la démocratie, de la révolution et des femmes. Leurs propos se situent à contre-courant du flux d'informations anxiogènes qui nous empêche de penser. À la lecture de leurs ouvrages respectifs, on mesure combien l'un et l'autre sont visionnaires, à l'instar de tous les poètes. Alaa El Aswany et Kamel Daoud sont pareils à ces lucioles dont Pasolini déplorait la disparition et qu'ils rallument dans la nuit.

Kamel Daoud est né en 1970 à Mostaganem. Il est journaliste au Quotidien d'Oran, où il tient une chronique depuis douze ans. Il a publié deux recueils de nouvelles, *la Préface du nègre* (Barzakh, 2008), *le Minotaure 504* (Sabine Wespieser Éditeur, 2011) et un roman, *Meursaut, contre-enquête* (Actes Sud), contrepoint à *l'Étranger*, d'Albert Camus, pour lequel il a obtenu le prix Goncourt du premier roman et le prix des cinq continents de la francophonie. Il vit à Oran.

Alaa El Aswany est né au Caire en 1957. Il a publié chez Actes Sud des romans, *l'Immeuble Yacoubian* (2006), *Chicago* (2007), *Automobile-Club d'Égypte* (2014), un recueil de nouvelles, *J'aurais voulu être égyptien* (2009), et deux recueils de chroniques parues dans la presse égyptienne, *Chroniques de la révolution égyptienne* (2011) et *Extrémisme religieux et dictature* (2014).

De passage à Paris, l'Égyptien Alaa El Aswany et l'Algérien Kamel Daoud se sont prêtés au jeu du dialogue entre deux écrivains aux premières loges des bouleversements qui refaçonnent, depuis 2011, le Maghreb et le Machreq. Paroles de liberté en toute liberté.

Alaa El Aswany, dans votre livre Extrémisme religieux et dictature, vous évoquez à propos de l'islamisme et des régimes autoritaires les deux faces d'un même malheur historique... Quels liens ces deux projets politiques entretiennent-ils ?

Alaa El Aswany Je parlerai de l'Égypte. L'Occident commet à mon avis une erreur en appliquant la même grille de lecture à tous les pays arabes... Dès 1952, en Égypte, ce piège s'est mis en place : d'un côté la dictature, de l'autre, le fascisme religieux, avec une alliance tacite entre le dictateur et les extrémistes. Le dictateur utilise les extrémistes pour se débarrasser du mouvement démocratique. Mais lorsque les extrémistes veulent le pouvoir, une confrontation se produit : les extrémistes sont réprimés, jetés en prison, assassinés. Vient ensuite le temps des négociations aboutissant à une nouvelle alliance. Au final, c'est toujours le peuple qui paie l'addition, bien plus que les extrémistes. Ce cycle se répète aujourd'hui. Dictateurs et extrémistes ont besoin les uns des autres. La dictature a toujours été justifiée, en Égypte, par le danger extrémiste.

Comment le mouvement populaire contre le régime du président

Mohamed Morsi, issu des Frères musulmans, a-t-il pu ouvrir la voie à un coup d'État militaire ?

Alaa El Aswany Mohamed Morsi a été élu. J'ai boycotté le second tour de l'élection présidentielle, parce que l'alternative était terrible : le fascisme religieux ou un autre Mubarak. Je n'ai pas voté pour Morsi, mais je considérais que la légitimité des urnes lui conférait le droit absolu d'accomplir son mandat. Trois mois seulement après son arrivée au pouvoir, il a commencé à suspendre toutes les procédures démocratiques, à abroger certaines lois et à mettre la Constitution entre parenthèses. Il s'agissait là des premiers pas vers l'institution d'un régime islamique. Les décisions présidentielles étaient placées au-dessus de la loi. Au fond, il s'est servi de la démocratie comme d'un marchepied pour tenter d'instaurer un régime islamique. Nous n'avions pas de Parlement qui aurait pu lui ôter la confiance. Donc nous avons décidé d'occuper l'espace public, avec une pétition qui a recueilli 22 millions de signatures. Au même moment, certains partisans de Morsi appelaient déjà au djihad. Certains leaders des Frères musulmans menaçaient de faire couler en rivières le sang des « infidèles ». Dès lors, sans soutenir le général Abdel Fattah Al Sissi, je pensais qu'il était dans

les prérogatives de l'armée égyptienne d'intervenir pour éviter une guerre civile. Ma position, celle des révolutionnaires égyptiens, est une opposition franche aux Frères musulmans comme à l'armée. Nous défendons des principes que ne partagent ni les islamistes, ni les représentants de l'ancien régime. Des milliers de jeunes révolutionnaires ont sacrifié leur vie. D'autres ont été assassinés, condamnés à mort ou croupissent en prison. Ils ont donné leur vie sans rien gagner en contrepartie. Certains affairistes sont prêts à dépenser des millions pour stopper le changement et sauver leurs prébendes. Les chaînes de télévision, en Égypte, sont toutes contrôlées par les millionnaires de Moubarak. Mais la partie n'est pas finie. La révolution n'est pas un match de football, avec 90 minutes pour désigner le vainqueur. Nous avons besoin de temps dans ce conflit qui oppose des principes aux intérêts économiques. Après quatre ans, la Révolution française aussi a d'abord tourné court. Je reste donc optimiste. C'est une révolution de la jeunesse, dans lequel le rapport entre générations est décisif. Plus de 60 % des Égyptiens ont moins de trente ans et cette nouvelle génération cultive une vision du monde très différente de celle de ses aînés.

Kamel Daoud En Algérie, nous avons connu un scénario similaire. En 1988, le soulèvement contre le parti unique a donné lieu à une répression féroce, à la torture. Puis les islamistes ont débarqué, exactement comme sur la place Tahrir. Lorsqu'ils ont vu le rapport de force pencher vers les révoltés, ils ont pris en charge le mouvement. Nous sommes passés par le même cycle, avec des élections municipales et parlementaires remportées par le Front islamique du salut (FIS). Ce n'est pas allé jusqu'à la présidence, nous n'avons pas eu de Morsi en Algérie. Mais nous avons été pris dans le même piège. Que faire, lorsqu'au nom de la démocratie, il faut

laisser des fascistes prendre le pouvoir ? Il n'y a pas de solution, leur premier objectif étant justement de détruire toutes les avancées démocratiques. En Algérie, la confrontation fut d'une rare violence. Elle a débouché sur dix ans d'une guerre sanglante. La mécanique était simple. Face au mouvement démocratique de 1988, le régime a utilisé les islamistes. Il a favorisé leur ascension, avant de recourir au coup d'État, légitimé, à l'extérieur comme à l'intérieur, par la peur. En vérité, les islamistes n'avaient pas la majorité électorale : le mode de scrutin taillé sur mesure pour le parti unique et surtout, seuls 30 % des électeurs se sont rendus aux urnes. Quoi qu'il en soit, les militaires ont arrêté le processus électoral et repris la main. Durant la décennie noire, le régime militaire, qui avait instrumentalisé les islamistes contre le camp démocratique, a utilisé ce dernier pour légitimer sa guerre contre les islamistes. « Sans nous, ils massacreront tout le monde », proclamaient les généraux. Aujourd'hui, la mouvance islamiste légale est éclatée, avec une dizaine de partis en compétition pour le leadership. Surtout, elle a été domestiquée par le pouvoir, qui a clientélisé les islamistes grâce à l'argent de la rente pétrolière. Le deal est simple. L'argent et le pouvoir restent aux mains d'un régime hétéroclite, incluant militaires et affairistes. En bas, les islamistes s'occupent de la rue. Ils dictent à leur guise les normes sociales, les codes vestimentaires, les rites.

Cette expérience de la décennie noire explique-t-elle la sidération de l'Algérie face aux révolutions tunisienne et égyptienne ?

Kamel Daoud Plusieurs raisons expliquent cette sidération. Le souvenir de la guerre civile, bien sûr. Cette guerre sans images fut d'autant plus atroce que nous l'avons vécue seuls, à huis clos. Daesh (« État islamique ») sature

aujourd'hui l'espace médiatique. Mais dans les années 1990, l'horreur était devenue le quotidien de la ruralité algérienne, avec des enfants égorgés, des femmes éventrées. Le résultat, c'est que les Algériens préfèrent aujourd'hui l'immobilité au chaos. Second facteur, les révolutions arabes ont connu un virage. Après la phase Tunisie-Égypte, s'est ouverte la phase Libye-Syrie. En s'appuyant sur l'échec libyen, le pouvoir algérien a travaillé l'équation démocratie = chaos. L'intervention militaire française aussi a servi la propagande du régime, qui n'a pas hésité à jouer sur le traumatisme colonial toujours vif en assimilant la démocratie au retour de la France. Troisième facteur, l'argent. Le pouvoir a distribué énormément d'argent, renforçant le rapport de clientélisme avec la population. Entre le confort et la démocratie, les gens préfèrent le confort. Une révolution qui touche uniquement la Terre ne suffit pas, elle doit aussi toucher le Ciel. Le slogan des Frères musulmans, « *L'islam est la solution* », doit être cassé, démantelé, pour que la chute d'un dictateur produise un vrai changement. Nous devons faire la grande révolution des mentalités.

Quel rôle ont joué les chaînes de télévision ?

Kamel Daoud Dès le début des soulèvements tunisien et égyptien, sont apparues des chaînes de télévision privées de droit étranger, financées par des milieux d'affaires interlopes, proches du régime. Leur propagande a fait son effet. Ceux qui contestaient le principe d'un troisième mandat de Bouteflika ont subi un véritable lynchage médiatique sur ces antennes. Il faut évoquer, aussi, le poids des chaînes de télévision wahhabites, qui captent un auditoire déshérité de femmes vivant en milieu rural, sans formation critique. Ces médias ont déplacé tous les référents. Que peut un journaliste, **que peut un**

romancier, face à ces 1 200 chaînes de télévision ? Le combat est trop inégal. À l'intérieur du pays, nous sommes isolés par le régime, par les conservateurs, par les islamistes. À l'extérieur, il y a ce risque d'être pris dans un engrenage médiatique occidental, d'être embarqué dans un casting qui n'est pas le vôtre. Je ne suis pas un Occidental, je ne suis pas un Européen, je ne suis pas un Français. Je suis un Algérien. C'est chez moi que je me bats. Je refuse d'endosser le rôle d'Arabe libéral de service.

Alaa El Aswany En Égypte aussi les chaînes de télévision wahhabites jouent un rôle décisif. Tous les wahhabites d'Égypte étaient opposés à la révolution. Le wahhabisme est une interprétation très étroite, très agressive de l'islam. L'application de cette doctrine, c'est l'État islamique, qui doit être instauré par la violence s'il le faut. Mais en même temps, ses adeptes prêchent, paradoxalement, l'obéissance au président. En 2011, les téléprédicateurs wahhabites se relayaient donc à l'antenne, pour déclarer « haram », « illicite », la participation à la révolution.

Ces idéologies de régression se seraient-elles imposées aussi aisément au Maghreb et au Machreq sans l'afflux de pétrodollars en provenance du Golfe ?

Alaa El Aswany Certainement pas ! L'idée que l'islam puisse être aux fondements de l'État n'a émergé en Égypte qu'en 1928, avec les Frères musulmans. Auparavant, notre combat était celui de l'indépendance et de la construction d'un État démocratique. Après la révolution de 1919, une première Constitution a été élaborée. Adoptée en 1923, elle comprenait une disposition sur la liberté de conscience, c'est-à-dire la liberté de croire ou de ne pas croire. En 1934, un pamphlet intitulé Pourquoi je suis athée a rencontré, en

Égypte, un grand succès auprès du public. Au point qu'un autre pamphlet, intitulé Pourquoi je suis croyant, a été publié en réponse. En 1933, le pays fêtait, place Tahrir, la première aviatrice égyptienne, arabe et africaine, Lotfia El Nadi. L'obtention de son brevet de pilote était vécue comme une victoire nationale. En 1939, le fils du chah d'Iran, Mohammad Reza Pahlavi, épousait la princesse Fawzia d'Égypte. Il n'était aucunement question, à l'époque, d'un conflit entre sunnites et chiites ! Ce qui prévalait encore, c'est cette conception égyptienne, défendue par le juriste et mufti réformateur Mohamed Abduh, d'une séparation entre la religion et l'État. Après le choc pétrolier de 1973, des millions de dollars ont été dépensés pour la promotion du wahhabisme. Pourquoi ? À cause de la structure politique des régimes du Golfe, tous adossés à l'alliance entre une famille royale et des cheikhs wahhabites. Pour ces régimes, la promotion du wahhabisme est donc une condition de la stabilité politique. Cela explique l'hostilité unanime des régimes du Golfe contre la révolution égyptienne.

Kamel Daoud La papauté non plus n'était pas franchement favorable à la Révolution française... Pour ces cheikhs saoudiens, l'immobilisation de la société est indispensable à la perpétuation d'un ordre féodal. Chez nous aussi, l'afflux des pétrodollars pour rendre possible le boom wahhabite est visible, nous en payons la facture. Ce phénomène a bénéficié en Algérie d'un terrain de pénétration facile, mais l'Occident aussi est concerné. Quant à l'Afrique subsaharienne, elle est en première ligne, avec les constructions de mosquées, le financement d'écoles, etc. Dans deux décennies, Boko Haram deviendra un phénomène continental. **Ce qui est extraordinaire, avec l'Occident, c'est sa complaisance à l'égard de l'Arabie saoudite, qui n'est rien d'autre qu'une sorte de Daesh**

bien habillé. Donnez à Daesh beaucoup de pétrole et un peu de temps : ils achèteront le Printemps et se baladeront dans les rues de Paris. L'Occident entretient un rapport d'hypocrisie avec ce fléau, cette peste. On ne naît pas islamiste, on le devient. Quand la patronne du FMI, Christine Lagarde, salue l'œuvre du roi d'Arabie saoudite en faveur des femmes, elle condense de la façon la plus cynique et la plus tragique ce rapport d'hypocrisie. Vouloir ruser en instrumentalisant l'islamisme à des fins de pouvoir est périlleux. On ne joue pas avec le diable.

Alaa El Aswany, Il y a de très belles pages dans votre livre sur les femmes, on pourrait les rapprocher d'une récente chronique de Kamel Daoud sur les jambes féminines. Pourquoi le corps des femmes est-il devenu un enjeu de lutte politique ?

Alaa El Aswany Si vous regardez les films égyptiens jusqu'aux années 1970, vous serez étonnés de ne voir aucune femme voilée. L'Égypte a eu une interprétation très ouverte de l'islam. Après la révolution égyptienne de 1919, le leader Saad Zaghloul a considéré qu'on ne pouvait libérer le pays sans libérer les femmes. Aujourd'hui, quand il y a un problème de burqa en Occident, on incrimine l'islam. Or le problème vient du wahhabisme, qui ne voit pas la femme comme un être humain mais seulement comme un objet sexuel, une machine à faire des enfants. On couvre le corps des femmes non pas pour le protéger mais pour empêcher les autres de « *l'utiliser* ». Si la femme se trouve dans la rue sans son « *propriétaire* », n'importe qui se sent autorisé à assouvir ses pulsions sexuelles. Les islamistes égyptiens ont lancé l'appel « *Elles méritent le scandale* », pour inciter les jeunes à poster sur Internet des photos

de femmes considérées comme impudiques.

Kamel Daoud Le rapport à la femme est le nœud gordien, en Algérie et ailleurs. Nous ne pouvons pas avancer sans guérir ce rapport trouble à l'imaginaire, à la maternité, à l'amour, au désir, au corps et à la vie entière. Les islamistes sont obsédés par le corps des femmes, ils le voilent car il les terrifie. Pour eux, la vie est une perte de temps avant l'éternité. Or, qui représente la perpétuation de la vie ? La femme, le désir. Donc autant les tuer. J'appelle cela le porno-islamisme. Ils sont contre la pornographie et complètement pornographes dans leur tête. Il existe deux sortes de peuples. Ceux qui respectent leurs femmes avancent dans la vie, deviennent libres, ont des créateurs, savent jouir de la vie et avoir du plaisir. Les autres, ceux qui entretiennent un rapport trouble à la femme, sont des peuples maudits. Quand les hommes bougent, c'est une émeute. Quand les femmes sont présentes, c'est une révolution.. Libérez la femme et vous aurez la liberté.

En Occident, depuis 2001, un lien entre islam et terrorisme s'est établi dans les têtes. Il sert conservateurs et mouvements d'extrême droite. Comment s'en défaire ?

Alaa El Aswany Il est facile de créer un ennemi imaginaire après des attentats. Un musulman est une personne qui pratique une religion comme les autres, un islamiste est un extrémiste, quelqu'un qui croit à la violence et à la guerre pour créer un État islamique. Si nous ne sommes pas capables de voir la différence entre musulmans et islamistes, nous aurons tous des problèmes. L'Église catholique a représenté des valeurs positives d'amour et de tolérance. Cette même Église a commis des crimes, durant les Croisades ou l'Inquisition. Pour autant,

je n'ai pas le droit de dire que tous les chrétiens sont des criminels. Or ce raisonnement est utilisé par la droite, qui fait de tout musulman un terroriste potentiel.

Kamel Daoud Mais les gens doivent se réveiller, ouvrir les yeux sur le péril islamiste. Il n'est pas arabe, algérien, égyptien ou subsaharien : il est mondial.

Daesh exerce un attrait irrationnel sur une petite frange de la jeunesse, pas seulement dans le monde dit arabe, mais aussi en Occident. Comment l'expliquez-vous ?

Alaa El Aswany Il faut ouvrir la porte à une vraie démocratie. 50 % des Égyptiens vivent sous le seuil de pauvreté. Quel choix s'offre à un jeune qui se sent marginalisé et humilié ? Soit il a un réseau démocratique et peut s'exprimer par le vote, changer les choses. Soit il est poussé vers l'extrémisme. On peut faire le parallèle avec les jeunes de la deuxième génération en Occident, auxquels on répète qu'ils ne sont pas français ou anglais. Dans les pays arabes ou les banlieues européennes, ces jeunes sont désespérés, frustrés et veulent retrouver leur dignité à travers ce rêve illusoire que leur propose l'État islamique.

Kamel Daoud El Aswany est profondément optimiste, j'espère qu'il va me contaminer et non le contraire. Je me bats pour ma liberté, l'enjeu est immense. Du point de vue de la pédagogie, de l'éducation, on n'a pas proposé d'alternative à l'islamisme. Il faut construire et proposer une offre aux jeunes de seize ans pour affronter la vie. Sans cette alternative philosophique à l'islamisme, on court à l'échec. Un jeune de seize ans a besoin d'un dieu, il peut le trouver au ciel ou sur le visage d'une femme belle. S'il ne peut pas s'exprimer, il se tourne vers ceux qui lui font miroiter

l'au-delà. L'islamisme offre du confort, comme tous les fascismes. La lutte est politique, la résistance est politique et c'est bien plus profond que l'exercice du pouvoir : c'est lié au sens de la vie. Vous trouvez des livres djihadistes dans le Sahel mais rarement des romans. C'est donc aussi une bataille de livres.

Comment voyez-vous la suite ?

Kamel Daoud La société algérienne a été transformée en profondeur par les islamistes et les conservateurs, et nous avons un régime en crise. Du point de vue de l'histoire, le régime ne tourne pas la page de la génération qui a fait la guerre, ceux qu'on appelle les libérateurs. Il a fallu chasser les colons, maintenant il faut chasser les libérateurs. C'est très difficile. Cette absence de transition est aggravée par la chute des prix du pétrole et le refus de laisser émerger de nouvelles figures. L'autre facteur, le plus dramatique, c'est la terreur de l'Occident vis-à-vis de l'instabilité en Algérie. L'Occident préfère l'immobilisme et un « *dictateur éclairé* ». Nous sommes un pays bizarre qui a prouvé qu'une dictature peut se passer de président. Bouteflika a été soigné pendant quatre mois en France et le pays a fonctionné normalement. Quand les révoltes ont éclaté dans le monde arabe, les gens me demandaient pourquoi on ne faisait pas la révolution. J'ai répondu : « *Chez nous on dégage qui ? Ben ou Ali ?* » On ne sait même pas qui dirige. Les Tunisiens et les Égyptiens avaient la chance tragique

d'avoir un dictateur. Pour nous, c'est plus compliqué. Les gens ont peur maintenant. J'ignore ce que sera l'après-Bouteflika. Va-t-on passer par une rupture violente ? Je ne le souhaite pas... Je suis fatigué. Pendant mes vingt premières années, on m'a parlé de la guerre de libération puis, entre vingt et trente ans, j'ai vécu la guerre civile. Nous ne voulons pas de rupture violente, mais le régime ne fait rien pour une transition en douceur. Nous sommes vraiment coincés.

Alaa El Aswany Je crois que le système est beaucoup plus important que le dictateur. En Syrie, je ne pense pas que Bachar Al Assad soit le vrai décisionnaire. En Algérie, la dictature a besoin du président même s'il est malade ou absent. En Égypte, nous avons retenu cette leçon. Nous étions très contents de nous débarrasser de Moubarak et nous nous sommes rendu compte qu'il était seulement la couverture de la machine. Sous cette couverture, nous avons trouvé une machine beaucoup plus méchante que Moubarak. La situation est différente selon les pays. Mais contrairement à Kamel Daoud, je ne suis pas fatigué. Je sais que nous allons y arriver, même si le processus est long. Je ne peux pas penser autrement. Il faut combattre pour ceux qui ne peuvent pas se défendre. C'était la motivation principale de la révolution égyptienne.

Entretien réalisé par Sophie Joubert et Rosa Moussaoui